

Après l'essentiel, c'est d'avoir la santé ...

Respectable Loge, La Source Fraternelle, Orient de Livry-Gargan, Région 7

Mots-clefs : Démocratie sanitaire et hospitalière, Ségur de la santé, Recherche et formation, Passeurs des politiques de santé

La démocratie sanitaire et hospitalière est à reconstruire :

La loi Hôpital Patient Santé Territoire de 2009 dite loi Bachelot, a consacré l'hôpital entreprise, instaurant des directions gestionnaires toutes puissances, réduisant les médecins et les soignants à de simples exécutants. On peut penser que son application a provoqué la quasi destruction de l'hôpital public.

L'effet de balancier entre gestionnaires et médecins ne doit pas non plus avoir comme conséquence le retour au mandarinat médical du passé. Patients, soignants, acteurs locaux, élus doivent construire ensemble ces projets pour demain, dans les territoires. Le Ségur de la Santé devra participer à cette reconquête.

Si nous ne le savions pas, force est de constater que lorsqu'il y a une question de santé, tout peut s'arrêter.

Pour reprendre une expression, les premiers de tranche ont remplacé les premiers de cordée.

La médecine et la chirurgie ambulatoire sont des alternatives utiles et profitables au patient mais sont trop souvent considérés comme le moyen de réduire le personnel médical et soignant et donc les coûts. Il ne s'agit pas de favoriser une course à l'acte médical ni de l'organiser autour de la concurrence.

Il reste important de garantir l'indépendance des professionnels vis-à-vis de l'industrie comme de l'État, le respect de la confidentialité, le droit à l'information et à la pratique de la décision médicale partagée entre le soignant et le soigné, la protection des données individuelles de santé.

Heureusement, la créativité individuelle et collective, la coopération altruiste ont fait place au juste soin pour chaque patient. Tout comme le principe de développement de la prévention, abandonnée depuis des années, avec la promotion de l'activité physique, la lutte contre la « malbouffe », une politique environnementale contre les pollutions, les expositions professionnelles et le changement climatique doivent être remis à l'ordre du jour des questions de santé.

La crise de la Covid19, aura mis en exergue trois pôles vitaux au-delà des aspects financiers et de la carte sanitaire.

- a) Le mode de gouvernance ;
- b) La recherche fondamentale, et la formation ;
- c) Les moyens et infrastructures globales indispensables pour couvrir les besoins de la population.

La santé doit être considérée comme un enjeu régalien, des changements structurels seraient nécessaires :

Les coupes budgétaires sont à l'origine des décisions de délocalisations et du transfert des réponses aux besoins médicaux à l'international. Une refondation urgente est rendu nécessaire.

- 1) Refonder le service public de la santé pour mieux répondre à ses objectifs.

Le mode de gouvernance du système de santé devra prendre en compte la participation des usagers aux côtés de professionnels de la santé. Les gestionnaires ne peuvent pas rester seuls aux commandes. Il s'agit aussi de se prémunir du primat industriel.

2) Recherche et Formation :

La recherche et la formation sont les moteurs de la santé, les investissements et le maintien d'une indépendance nationale y sont essentiels. Définir une politique de santé c'est aussi se doter des moyens de la faire progresser. L'indépendance sanitaire est indispensable pour garantir la sécurité.

3) Éducation et sensibilisation aux questions de santé :

Les acteurs de l'éducation et de la sensibilisation en matière de santé publique sont les relais incontournables entre les décideurs et les citoyens. Véritables passeurs des politiques publiques de santé, ils sont aussi les experts des besoins de santé.

Il y a de moins en moins de médecins scolaires ou d'infirmiers dans les écoles. Ils exerçaient un rôle de prévention, éducation et sensibilisation en tant qu'experts en santé publique. Il pouvait aussi être acteurs lors des campagnes de vaccination. D'autres moyens sont sans doute à trouver en la matière.

Refonder le système de santé publique vers une gouvernance partagée et planifiée non concurrentielle / Faire confiance aux professionnelles de la santé

Investir dans la recherche et la formation / Œuvrer pour une plus grande indépendance nationale

Réinvestir vers les acteurs de l'éducation et la sensibilisation sanitaire / Rendre acteurs les patients de leur guérison